

INTRODUCTION

La confiance mise en l'école nous fait penser qu'elle est capable de transformer les sociétés, les rendre meilleures, plus justes et solidaires. On pense que le développement des systèmes éducatifs peut réduire les inégalités sociales en offrant la connaissance à tous, en permettant à chacun de faire valoir son mérite et ses talents, en développant l'égalité des chances. L'École serait capable, à chaque génération, de redistribuer les individus dans les diverses positions sociales et d'accroître ainsi la mobilité sociale. Le plus souvent, le niveau d'éducation des individus le niveau d'éducation des individus favorise leur tolérance, leur civisme... On voit bien aussi que ceux qui ont tentés leur chance à l'école parviennent à échapper au destin social fixé par leur naissance. Les diplômés sont utiles pour l'accès à l'emploi et être mieux payé. Cette confiance mise en l'école, vaut-elle toujours et partout ? Rien n'indique que l'école accroisse partout et toujours l'égalité des chances ; rien ne prouve que les compétences scolaires soient toutes et toujours utiles à l'activité sociale ; elle peut classer les individus, sélectionner les élites et exclure les moins compétents. On pense assez naturellement que les écoles sont le produit des sociétés auxquelles elles sont ajustées. Or, rien n'est moins sûr. Il existe une certaine distance entre les sociétés leur école. Certains systèmes scolaires sont plus ou moins inégalitaires que leur société. Rien ne prouve qu'une école ouverte et équitable produise une société plus mobile et puis juste.

CHAPITRE 1 - INTEGRATION ET COHESION

Deux grandes façons de caractériser les ensembles sociaux :

- L'intégration : c'est-à-dire décrire les systèmes sociaux et les scolaires par leur structure, c'est-à-dire par la distribution objective des positions sociales (inégalités sociales et scolaires, taux d'emploi des femmes, transferts sociaux, niveau des élèves...)
- La cohésion : définit les attitudes, les valeurs et les dispositions favorables à la coopération, la confiance et la tolérance, « capital social », cad que les sociétés ne tiennent pas seulement par leur structure mais aussi par la nature des relations que tissent les individus entre eux et avec les institutions.

Sociétés et systèmes scolaires sont donc caractérisés par la manière dont sont combinés intégration et cohésion sociale.

1. Intégration

Les sociétés sont caractérisées par leur structure (cad les statuts et places données aux individus) et par l'ampleur de leurs inégalités. Plus le chômage est faible et les inégalités sociales limitées, plus on peut considérer qu'une société est intégrée, puisque chacun à une place et une « fonction ». Mais chômage et inégalités ne sont pas forcément liés : certaines sociétés peuvent être inégalitaires et donner des emplois à tous (USA) alors que d'autres peuvent avoir un taux de chômage plus élevé et donner des emplois plus surs et moins inégaux (France). D'autres sociétés peuvent donner des emplois à tous, tout en étant égalitaires (pays scandinaves). Les inégalités de revenus ne sont pas les seules inégalités, il y a celles qui distinguent les groupes entre eux, les inégalités hommes/femmes, entre les autochtones et étrangers... L'intégration sociale ne pourrait se limiter aux taux d'emploi et aux échelles d'inégalités.

Une école qui scolarise longtemps et de manière commune est plus « intégrée » qu'une école qui sélectionne et dans laquelle nombre d'élèves sortent sans diplôme au terme de l'école obligatoire. Il existe des systèmes développant une forte scolarité tout en étant plus ou moins inégalitaires. Les diverses configurations de l'intégration scolaire dépendent d'une série de facteurs et de conditions tenant à l'organisation des systèmes

éducatifs. Il est possible que les sociétés ne donnent pas à l'école exactement la même place et la même fonction. Les pays scandinaves scolarisent beaucoup, avec peu d'inégalités scolaires, alors que les USA scolarisent tout autant mais en créant bien plus d'inégalités de performances entre élèves. Cela peut sembler évident puisque la société américaine est bien plus inégalitaire que les sociétés scandinaves.

2. Cohésion

La cohésion sociale est beaucoup définie autour des valeurs, des traditions culturelles, l'histoire politique des sociétés, le sentiment d'appartenance... on peut caractériser les pays en fonction de leur « régime de cohésion sociale » dans la mesure où on est convaincu que les croances et valeurs partagées jouent un grand rôle dans le développement économique des sociétés. Alors que l'intégration fait que les sociétés tiennent par le « système » et par le jeu des positions sociales, la cohésion suppose qu'elles tiennent par un ensemble de valeur, de représentations et de croyance développant le civisme, la solidarité, la confiance en soi et dans les autres, ainsi que dans les institutions. La notion de cohésion sociale suppose que les individus possèdent les qualités et vertus qui leur permettent de vivre ensemble, de développer des conduites qui assurent la solidarité, la cohésion. Ce sont les liens sociaux, plus que les positions sociales lesquels assurent l'unité de la vie sociale. A partir d'enquêtes internationales relatives aux valeurs, Algan & Cahuc ont montré que les français ont faiblement confiance dans le système politique, dans les institutions et dans les autres (2007). Selon eux, ce déficit de confiance, qui a terme engendre du chômage et des inégalités, procède d'un certain corporatisme (typique de la France), découlant de la multiplicité des régimes de protection et des attentes excessives à l'égard de l'Etat. Les grandes enquêtes sur les valeurs et les attitudes des individus définissent la cohésion sociale par deux grandes variables :

- Le capital social, la densité des relations et de la vie associative, les ressources relationnelles des individus...
- La confiance dans les institutions sociales et politiques, dans les autres et la confiance en soi-même et dans son avenir...

Ces deux dimensions sont souvent articulées, et la cohésion sociale est alors définie comme « les réseaux qui relient entre eux les membres d'une société et les normes de réciprocité et de confiance qui en découlent ».

Il pourrait sembler que la cohésion sociale soit une simple conséquence de l'intégration sociale : il suffirait que chacun ait une place et que ces places soient relativement égales pour qu'une société soit automatiquement cohésive ; mais, il n'en est rien. Les sociétés les plus intégrées ne sont pas nécessairement les plus cohésives (France), ou inversement, peu intégrées et très cohésives (USA).

Certains systèmes scolaires très cohésifs créent de la confiance, de l'esprit de groupe... comme pour les sociétés, intégration et cohésion ne sont pas nécessairement associées. Les jeunes français n'ont guère confiance en eux et dans leur avenir ; ils attendent trop de l'école pour croire en eux-mêmes. Des systèmes scolaires plus inégalitaires que la France, peuvent développer des attitudes de confiance et de cohésion, bien plus nettes que celles des systèmes plus égalitaires.

3. Articulations, emprise et paradoxes

Eclairage de quelques paradoxes relatifs aux effets sociaux de l'éducation, ce sont les processus d'articulation entre les sociétés et leur école qui sont analysés.

• Articulations

Les sociétés les plus intégrées ne sont pas toujours associées aux systèmes scolaires les plus intégrés. Certains ensembles sociaux paraissent relativement homogènes, comme les sociétés scandinaves fortement intégrées (marché du travail dynamique et faibles inégalités), tout en développant une grande cohésion sociale. Dans ce cas, les écoles présentent les mêmes caractéristiques que les sociétés : elles sont intégratrices (elles scolarisent beaucoup et longtemps), faiblement inégalitaires et cohésives, si l'on en croit les attitudes confiantes des jeunes. Il existerait alors une continuité entre les sociétés et leur école.

Cependant, il existe des articulations paradoxales entre les sociétés et leurs écoles. Exemple des USA, où les inégalités sont fortes dans la société, moins fortes à l'école, alors que les attitudes mesurant la cohésion sociale

sont extrêmement élevées dans la société, mais plus faibles à l'école. Les valeurs communes de la société se heurtent aux inégalités sociales (ce qui crée de fortes tensions). L'école paraît alors plus distante (sinon indépendante) de la société. Cette distance est encore plus grande au Canada où les inégalités sont très nettement plus resserrées que les inégalités sociales. En Allemagne, les inégalités sociales sont faibles, cohésion sociale moyenne, l'école inégalitaire et les attitudes scolaires manifestent un faible sentiment de cohésion. En France (paradoxe), les inégalités sont plus élevées à l'école que dans la société, alors que les attitudes fondant la cohésion sont plus négatives à l'école que dans la société. L'Italie est presque opposée à la France : cohésion élevée à l'école et bien plus faible dans la société. En définitive, il est rare que les sociétés et les écoles se ressemblent parfaitement.

- **Emprise**

Pourquoi les inégalités scolaires sont plus accentuées / réduites que les inégalités sociales ? Tout dépend de la fonction attribuée aux diplômes et de leur emprise sur l'affectation des individus aux diverses positions sociales. L'utilité sociale du diplôme varie sensiblement d'un pays à l'autre puisque l'impact du diplôme sur l'emploi et les revenus n'est pas de même ampleur dans toutes les sociétés. Dans certains pays, les diplômes créent relativement peu d'inégalités de revenus et dans d'autres, beaucoup. Les diplômes donnent l'accès à l'emploi (les gens croient dans la justice sociale d'allocation des places sociales par les diplômes), ce qui conduit les acteurs à beaucoup s'investir dans les études qui donnent un emploi. Cela accroît l'influence des inégalités sociales sur les inégalités scolaires puisque chacun sait qu'il joue gros dans l'éducation. La foi dans les diplômes à toutes les chances d'accentuer la concurrence scolaire au sein d'une école de masse, au profit de ceux qui étaient déjà les plus favorisés. Ce mécanisme de forte emprise est caractéristique de la France dans laquelle on croit que tout destin se joue dans les études. La réussite par le biais du mérite scolaire semble plus juste que la réussite par le mérite économique et professionnel. L'école n'est pas le seul appareil social chargé de distribuer les individus dans la structure de l'emploi. Le système de formation professionnelle peut jouer un rôle décisif en atténuant les effets des inégalités scolaires. C'est le cas de l'Allemagne (fortes inégalités scolaires, faibles inégalités sociales) qui a un système de formation professionnelle de qualité et des possibilités de mobilité au cours de la vie active qui réduisent les conséquences sociales des écarts creusés par l'école. Ainsi, les effets inégalitaires des sélections scolaires peuvent être atténués ou compensés par de nouvelles opportunités de formation. L'emprise du diplôme dépend de la valeur attribuée au mérite scolaire.

- **Paradoxes**

Comment les inégalités scolaires se transforment-elles en inégalités sociales ? Des pays ayant un score de cohésion élevé, présentent des taux de criminalités différents (USA : élevé ; Canada : moyen ; Scandinavie : faible). Dans quelle mesure, les attitudes qui définissent la cohésion, affectent les pratiques réelles des individus ? Le capital social soude les groupes et les communautés par des relations de confiance et d'entraide (Attention : communautarisme : je ne fais confiance qu'à ceux qui me sont proches). Quand on s'intéresse à l'éducation, il faut avoir à l'esprit (OCDE) :

- **Le modèle absolu** : l'école renforce les compétences techniques et les attitudes jugées positives des individus. L'augmentation globale du niveau d'éducation conduit à l'accroissement global du bénéfice attendu (= tout le monde y gagne) ;
- **Le modèle relatif** : le niveau d'éducation, en changeant la place de l'individu dans la hiérarchie sociale, peut générer des bénéfices pour les uns mais entraîner des pertes pour les autres (gagnants / perdants). Dans cette perspective, l'éducation scolaire est un bien relatif : elle peut avoir des effets positifs pour ceux qui l'acquièrent et disqualifier plus encore ceux qui ne l'ont pas. Les effets de l'éducation peuvent être jugés positifs au niveau des personnes et plus problématique au niveau du pays. Exemple : il est bon que l'éducation des femmes fasse baisser le taux de fécondité mais on s'inquiètera aussi des conséquences démographiques d'une fécondité trop faible. Plus les individus sont scolarisés, plus ils sont des citoyens actifs et intéressés mais les pays les plus instruits ne sont pas forcément ceux dans lesquels la participation politique est la plus forte. De la même façon, le niveau d'éducation protège les individus les plus éduqués de la délinquance, sans que l'on observe pour autant que les sociétés les plus éduquées soient toujours les sociétés les moins délinquantes. Ce qui « fait du bien » aux individus n'est pas toujours bon pour la

société et l'inverse aussi (les sociétés les plus intégrées et cohésives ne font pas forcément les individus les plus heureux si l'on en juge par le taux de suicide, de recours aux neuroleptiques, aux dépressions...)

CHAPITRE 2 - CARACTERISER LES SOCIETES

La plupart des enquêtes internationales sont construites sur des indicateurs économiques et sociaux relevant de l'intégration sociale (tels que les inégalités de revenus, protection sociale...). D'autres travaux mêlent (ou privilégient) des indicateurs subjectifs (attitudes, croyances, valeurs) et objectifs, en s'efforçant d'expliquer les uns par rapport aux autres, notamment les effets des modèles culturels des sociétés sur leur intégration et leur dynamisme économique.

1. Intégration

On considèrera qu'une société est intégrée lorsque les inégalités y sont faibles, que toutes les personnes y ont une place dans la vie active et que les protections sociales y sont fortes (conception Robert Castel). Le niveau de l'intégration social ne dépend pas seulement du rôle de l'état mais des systèmes de régulation du marché du travail. Il peut être associé à des caractéristiques morphologiques (taille du pays, sa composition ethnique et culturelle, la richesse de la société...).

- L'intégration sociale par le marché du travail

Le marché du travail constitue la première dimension de l'intégration (taux d'emploi/chômage, inégalités en fonction du sexe, de la nationalité → indicateurs privilégiés). Les pays retenus par la recherche sont très différents quant au dynamisme du marché du travail. La rareté de l'emploi va souvent de pair avec un fort différentiel de taux de chômage entre hommes et femmes (Belgique, Espagne, Italie, Grèce où le taux de chômage des femmes est de 1,4 à 2,5 fois supérieur à celui des hommes). Les femmes chôment moins dans les pays où le chômage des femmes est faible, plus le différentiel salarial est élevé ; tout se passant comme si l'on embauchait plus les femmes qu'elles sont mal payées. Le taux d'emploi élevé des femmes se paie par des salaires féminins plus faibles, ainsi que par une concentration des femmes dans les emplois les moins qualifiés. Généralement, les étrangers sont plus souvent condamnés au chômage que les nationaux même s'ils bénéficient du niveau d'emploi de l'ensemble de la population (Danemark, Finlande, Suède, Suisse : pays qui protègent les nationaux).

- Qualité du travail

Elle renvoie aussi bien à la nature du contrat de travail qu'à la proportion d'emplois temporaires ou à temps partiel. Si le taux de rotation des emplois est retenu comme indicateur du dynamisme du marché du travail, il ne saurait être élevé sans indiquer une grande insécurité professionnelle et subjective. Les enquêtes, pour appréhender la qualité du travail, montrent que les pays dans lesquels le travail est perçu comme étant de bonne qualité, sont ceux dans lesquels le taux d'emploi est le plus élevé. Autrement dit, plus il y a d'emplois, plus le travail est jugé positivement, peut-être parce que les individus ont le sentiment d'avoir plus de choix.

- Le rôle des réglementations et de l'Etat

Pour les économistes et les libéraux : moins l'Etat intervient, plus le marché du travail est dynamique et se régule aisément (les employeurs ne craignent pas d'embaucher / licencier facilement).

Pour les interventionnistes : le marché du travail seul, n'est pas efficace, il appauvrit une grande partie des travailleurs. Plus le marché du travail est encadré par des réglementations (comme en France, Espagne), moins le marché du travail est dynamique (mais ce n'est pas vrai partout, certains pays combinent fortes réglementations et marché du travail dynamique, comme la Suède). Une forte protection s'accompagne de meilleures conditions de travail mais tout se passe comme si la protection des uns impliquait la précarité des autres (emplois temporaires).

Deux profils de sociétés :

- Sociétés qui encadrent le marché du travail, qui offrent de bonnes conditions de travail à ceux qui ont un emploi stable et limitent les effets du travail précaire (Suède)

- Sociétés plus libérales où le chômage est plus faible, les bas salaires sont plus bas ; sociétés sires et plus mobiles (USA)

2. Inégalités

Les variations des inégalités économiques et sociales dans les divers pays, s'expliquent par le poids et le rôle dévolu à l'Etat-providence. La corrélation entre inégalités sociales et l'intervention de l'Etat est très significative. Les mécanismes de redistribution sociale contribuent à la réduction des inégalités et taux de pauvreté.

3. Figures de l'intégration

Quand on croise inégalités sociales et dynamisme du marché du travail, on voit se dessiner 4 ensembles :

- Les pays libéraux : ils combinent marché du travail dynamique et grandes inégalités sociales (USA, Japon, Corée, RU..) ; l'Etat intervient peu en termes de redistribution, de régulation et de contrôle du marché du travail.
- Les pays sociaux : démocrates (Danemark, Norvège, Suède, Suisse, Canada) : marché du travail dynamique, grande égalité sociale grâce à un Etat-providence qui agit. Pays riches avec peu d'étrangers (sauf Suisse).
- Les pays du capitalismes rhénan ou pays corporatistes (Allemagne, France, Belgique, Lux, Finlande) : marché du travail un peu lymphatique, inégalités sociales faibles ; « corporatiste » caractérise les systèmes qui protègent la partie de la population qui a réussi à franchir la barrière de l'emploi stable. L'égalité relative se paie par un taux de chômage fort et par l'exclusion d'une partie de la population qui échappe cependant à la grande pauvreté grâce à une forte redistribution.
- Pays méditerranéens et de l'ancien bloc communiste : l'Etat providence nettement plus actif que dans les pays libéraux mais intervient très peu dans le marché du travail ; pays sensiblement plus pauvres et communautaires (importances des liens familiaux).

4. La cohésion sociale

- Capital social et confiance

Indicateur du capital social cad la densité de la vie sociale et de la société civile, cad l'intensité de la coopération entre les acteurs (vie associative, force des liens), autrement dit, le niveau d'engagement de croyances et d'attitudes. Confiance et capital social ne sont pas forcément liés.

- Intégration et cohésion

Le dynamisme du marché du travail est fortement corrélé avec les deux dimensions de la cohésion (confiance, tolérance et capital social). Il semble très difficile d'atteindre un niveau élevé de cohésion avec un marché du travail déprimé, un taux de chômage élevé et d'exclus. La cohésion sociale est d'autant plus faible que les inégalités de revenus et la pauvreté sont fortes. Il y a aussi corrélation entre les inégalités et la confiance cad qu'il est assez rare d'observer un niveau élevé de cohésion quand les inégalités sont fortes. La cohésion sociale d'un pays est plus forte quand son marché du travail est dynamique, sa richesse élevée et ses inégalités sociales faibles.

CHAPITRE 3 – CARACTERISER LES SYSTEMES EDUCATIFS

1. Les capacités d'intégration des systèmes scolaires

- Les niveaux de scolarisation

Les meilleurs indicateurs de l'intégration sont le taux de scolarisation aux divers niveaux de système scolaire et le niveau académique acquis par les élèves (enquêtes PISA). Une école est d'autant plus intégratrice qu'elle « enrôle » beaucoup d'élèves. Les enquêtes montrent que : plus la scolarité est longue et ouverte au plus grand nombre, plus on apprend, plus les connaissances des élèves de 15 ans sont élevées. Plus on va à l'école, plus on apprend, plus on sait. Le niveau de l'enseignement est d'autant meilleur que le vivier scolaire est large (massif n'a

pas entraîné la baisse du niveau des acquis). Les jeunes auraient d'autant plus de chances de bénéficier de l'allongement de la scolarité que celle-ci a déjà bénéficié à leurs parents.

Les analyses de l'OCDE montrent qu'un dixième seulement des performances des élèves aux épreuves pisa tient spécifiquement au pays d'appartenance et neuf dixième des performances s'expliquent par leurs caractéristiques personnelles. Les variations entre pays peuvent tenir à une multitude de causes comme l'organisation du système scolaire, l'efficacité des pratiques pédagogiques, les moments de la sélection, l'investissement de la société dans les études, les performances des parents qui affectent celles des enfants.

- Les inégalités éducatives

On conçoit qu'un système scolaire soit d'autant plus intégré qu'il accueille beaucoup d'élèves pour les conduire vers un haut niveau d'acquisition (sans créer de profondes inégalités entre eux).

Pour les inégalités d'acquis (en se basant sur la moyenne) : corrélées avec le poids de l'origine sociale sur les performances. Quand les performances des élèves sont relativement égales, les inégalités sociales sont elles aussi relativement faibles. La Finlande, un des pays les plus égalitaires, a un faible écart d'acquis.

Mais : les systèmes scolaires ne se bornent pas à refléter les inégalités sociales. Les inégalités scolaires sont largement influencées par les inégalités sociales situées en amont de l'école. Les systèmes scolaires ont la capacité de réduire ou d'accentuer les inégalités sociales auxquelles ils sont confrontés.

- Intégration scolaire et inégalités scolaires

On pourrait imaginer que plus les systèmes scolaires sont intégrateurs, plus ils scolarisent beaucoup et longtemps, moins ils sont inégalitaires. Mais on pourrait penser aussi que l'allongement des études creuse les écarts avec ceux qui n'y parviennent pas mais il n'y a pas de lien stable entre l'intégration éducative (niveau de scolarisation et niveau des acquis) et inégalités scolaires.

Quatre ensembles de pays :

- 1^{er} groupe : associe scolarisation et performances élevées, donc niveau d'intégration élevé et faible inégalités scolaires (Canada, Corée, Finlande, Japon)
- 2^e groupe : scolarisation et performances élevées, niveau d'intégration fort et inégalités scolaires moyennes (France, Danemark, Norvège, Suède, Suisse)
- 3^e groupe : scolarisation et performances élevées, fort niveau d'intégration avec de grandes inégalités scolaires (Allemagne, Belgique, Russie, USA, Nouvelle Zélande)
- 4^e groupe : scolarité et performances faibles, faible niveau d'intégration, inégalités moyennes ou faibles (Italie, Espagne, Grèce, Portugal, Luxembourg)

Cette typologie démontre que le taux de scolarisation n'est pas un facteur de réduction des inégalités scolaires. **Il ne suffit pas d'ouvrir l'école pour la rendre juste** (tout dépend de la manière dont l'école s'ouvre, est organisée, de ce que l'on y fait et de ce que les sociétés en attendent).

2. La cohésion scolaire

On s'intéresse ici à la cohésion sociale : il faut se tourner vers les attitudes et valeurs que l'école développe chez les élèves.

- Mesurer la cohésion scolaire

Les enquêtes PISA interrogent les élèves sur certains aspects de leur expérience scolaire : sur l'utilité de l'école, la confiance envers les enseignants, le sentiment d'appartenance à l'école, d'intégration dans le groupe de pairs et le goût pour le travail en groupe (esprit de groupe). Il existe des corrélations positives significatives entre la confiance vis-à-vis des enseignants et le plaisir de travailler avec les autres ainsi qu'avec le sentiment d'appartenance à l'institution. Le fait d'avoir confiance en ses camarades est associé à des attitudes favorables

envers le travail en groupe. Ces attitudes tiennent aussi au sentiment d'appartenance à l'institution et plus encore à la croyance dans l'utilité de l'école.

Il existe des systèmes scolaires qui « produisent » un niveau élevé de cohésion et de confiance et donc il en existe d'autres où cela est moins vrai.

Pour la France et la Belgique, on note le couplage entre un faible sentiment d'intégration à l'institution scolaire et de bonnes relations avec les pairs. La faible cohésion scolaire s'explique surtout par la faible intégration à l'école et à la faible confiance dans les enseignants, tandis que l'intégration à la vie de groupe et aux amis de classe est bonne. Le style scolaire français a été décrit → les élèves forment une communauté d'autant plus soudée qu'ils se défient des enseignants et de l'institution perçus comme « un autre monde ».

- **Cohésion scolaire forte et faible**

La France fait partie des pays présentant une faible cohésion scolaire (5,37/10).

3. Intégration scolaire vs cohésion scolaire

La capacité d'intégration et les performances de systèmes éducatifs sont relativement indépendantes de leur culture et de leur climat. Il apparaît que plus les inégalités scolaires sont élevées, plus l'attachement à l'établissement et la confiance envers les enseignants sont faibles. En revanche, les inégalités scolaires ne sont pas corrélées avec les relations amicales entre élèves, le plaisir de travailler en groupe et avec le jugement sur l'utilité de l'école. Les inégalités n'affectent guère les relations avec les camarades mais affaiblissent la confiance envers les enseignants et l'établissement.

4. Comment expliquer ces différences ?

- **Le financement de l'éducation**

On peut observer une corrélation entre la « richesse » consacrée à l'éducation et les performances des élèves. Plus les pays consacrent une part élevée de leurs ressources à l'éducation, plus le taux de scolarisation est élevé et plus le niveau des élèves est bon (tendance). Les pays ont des élèves aux performances très inégales mais les inégalités scolaires ne sont pas corrélées avec la richesse nationale consacrée à l'éducation.

- **L'organisation de l'école**

On s'attend à ce que la longueur du tronc commun soit favorable à l'égalité scolaire. Plus il est long, plus les inégalités sont faibles mais ce n'est pas une condition suffisante car une fois atteint un certain seuil, il semble ne plus suffire à réduire les inégalités.

Les pays qui ont choisis la sélection précoce des élèves (Allemagne, Belgique, Autriche) ont tous des taux de scolarisation faibles associés à des inégalités élevées. Les pays qui proposent une scolarité commune plus longue optent cependant pour des modalités différentes de traitement des difficultés des élèves. Nathalie MONS distingue trois organisations du cycle commun :

- **Modèle de l'intégration individualisée** : des modes de soutiens individuels existent (pas seulement pour les élèves faibles) – Nord de l'Europe
- **Modèle de l'intégration à la carte** : tronc commun mais avec possibilité de groupes de niveau et gestion des conflits moins individualisée (Australie, Nouvelle-Zélande, USA, Russie)
- **Modèle de l'intégration uniforme** : gère les difficultés des élèves face à un tronc commun long par des solutions telles que le redoublement, classes de niveau, voire sortie du SE sans qualification (Italie, France, Portugal).

On peut souligner le fait que le modèle de l'intégration individuelle semble être le plus efficace et équitable. Le style éducatif susceptible de produire une cohésion scolaire élevée relève d'abord des traditions éducatives nationales, des conceptions du métier d'enseignant et de la manière de travailler et faire la classe.

- Ségrégation scolaire, inégalités et cohésion

La manière dont on regroupe les élèves est susceptible de jouer un rôle décisif dans leurs acquisitions, dans la formation des inégalités ainsi que dans leurs attitudes (cohésion). Mettre ensemble les meilleurs et les plus faibles peut accroître les écarts et faire baisser le niveau moyen (les faibles progressent mal). Certains pays (Europe du Nord) présentent à la fois des scores faibles de ségrégation des publics (selon la scolarité, origine, linguistique, lieu de naissance des parents) et des structures peu ségréгатives (mode de regroupement des élèves, mixité scolaire et sociale, ressources privées, le choix de l'école laissé aux parents, le taux de redoublement...) ; l'inverse s'observe aussi (publics séparés, structures ségréгатives).

La ségrégation sociale et scolaire entre établissements est toujours associée à de fortes inégalités scolaires. Il existe une corrélation entre l'ampleur des inégalités scolaires et le degré de ségrégation entre les établissements et avec le caractère ségréгатif des structures scolaires. Cependant, la ségrégation des structures et des publics scolaires n'est pas corrélée avec la cohésion scolaire. Même si les élèves progressent très inégalement selon le niveau de ségrégation des établissements et des classes qu'ils fréquentent, ce qu'ils ressentent au quotidien est indépendant de ce qui se passe hors des murs de leur école. Un contexte de mixité social ne semble pas engendrer une expérience scolaire plus positive.

CHAPITRE 4 – LES SOCIÉTÉS ET LEUR ÉCOLE

1) La société et l'école

- Des liens distendus

Les inégalités scolaires semblent dotées d'une très forte autonomie, cad que les inégalités sociales ne déterminent pas les inégalités scolaires. L'école peut soit réduire, soit accentuer les inégalités sociales mais une école égalitaire ne réduit pas forcément les inégalités sociales. Les relations entre école et société sont pour le moins complexes. Les inégalités scolaires ne sont pas corrélées avec la cohésion sociale (capital social/confiance, tolérance). Il semble que si la structure des inégalités sociales et celles des inégalités scolaires sont relativement indépendantes, la continuité culturelle est plus affirmée. Les valeurs et attitudes de la cohésion générale des sociétés (confiance et capital social) se retrouvent généralement dans leur système scolaire. Les modèles ou les styles culturels des sociétés pèsent plus sur les écoles que ne le font leurs mécanismes d'intégration économique et sociale.

- Intégration sociale et scolaire

Toutes les recherches sociologiques montrent que, au niveau des individus, les inégalités sociales entre les adultes « déterminent » les inégalités des acquis entre les élèves. L'inégalité qui règne entre les familles affectent les acquis des élèves et produit plus ou moins d'inégalités entre eux. Les inégalités entre les familles accentuent l'importance attachée à la possession d'un diplôme et qu'elles durcissent la compétition scolaire. D'autres chercheurs soulignent que c'est l'inégalité scolaire qui « produirait » des inégalités de revenus (rôle décisif de la distribution des certifications scolaires). Les inégalités sociales entre parents ne se transforment pas automatiquement en inégalités scolaires ; réciproquement, les inégalités scolaires entre enfants ne se traduisent pas par des inégalités sociales futures (tous les cas de figures sont possibles).

2) Cohésion sociale vs cohésion scolaire

Aucune corrélation entre le niveau du capital social des sociétés et la cohésion scolaire. Quand le capital social est développé, la cohésion scolaire est en générale élevée, mais si la relation globale n'est pas significative, c'est que la cohésion scolaire est très inégale au sein des pays dont le niveau de capital social est faible. La dimension « confiance » de la cohésion sociale est en légère relation avec la cohésion scolaire (ce sont les mêmes sociétés qui ont des adultes confiants et des élèves confiants). Toutefois, corrélation faible entre confiance sociétale et cohésion scolaire (0,312). Les systèmes scolaires développent des styles éducatifs en décalage +/- prononcé par rapport à la société dans laquelle ils sont nichés.

- Une modélisation de la cohésion sociale

La cohésion sociale est affectée par les modalités de l'intégration économique et sociale : elle est plus forte dans les pays riches et là où le marché du travail est dynamique. Inégalités et pauvreté l'affecte négativement. La cohésion sociale est d'autant plus forte que le niveau de développement du système éducatif et le niveau des acquis sont élevés. De prime abord, la cohésion sociale semble donc dépendre davantage des caractéristiques globales des sociétés que de leurs systèmes éducatifs. Ce que fait l'école, à travers son niveau d'intégration et d'acquis, et par le climat scolaire quotidien, aurait donc au total moins d'importance sur la cohésion sociale que les caractéristiques globales de la société, comme le dynamisme du marché du travail et le niveau des inégalités ou de la pauvreté. Pourtant, certaines caractéristiques du système scolaire peuvent affecter la cohésion sociale : ainsi, pour un niveau donné de développement du système éducatif (donc intégration scolaire), la cohésion scolaire et la longueur du tronc commun exercent en tant que telles un impact positif sur la cohésion sociale.

3) Les styles éducatifs

Les modes de fonctionnement des écoles et les pédagogies constituent un aspect de la culture.

- La communauté démocratique

Un modèle éducatif de tradition démocratique et expressif dans les relations entre les élèves et les maîtres se distingue par un style communautaire. De tradition protestante en relation directe avec les textes sacrés, le modèle éducatif qui en dérive privilégie l'expérience individuelle et les relations avec les pairs. Au RU, toute école se veut « une véritable communauté en soi, un endroit où les enfants sont confrontés à des programmes mais aussi à toute une gamme de valeurs sociales, un lieu unique de socialisation que beaucoup d'écoles essaient de maintenir tout au long de la vie de leurs élèves, grâce à leurs associations d'anciens élèves ». Dans l'organisation de cette vie scolaire, les CE et enseignants ont un rôle important : ils s'impliquent dans la vie de la communauté et le suivi des élèves. Les méthodes d'enseignement se veulent adaptées à chaque enfant et entendent même favoriser les différences inter-individuelles. Les enseignements sont alors davantage définis par leur pédagogie que par leurs savoirs et leur attachement à leur discipline. Dans ces pays, on refuse de forcer le rythme personnel d'un enfant, les apprentissages doivent suivre une trajectoire individuelle et, par conséquent, les enseignants passent beaucoup de temps à s'occuper des problèmes des élèves. Au Danemark, l'éducation valorise très fortement l'épanouissement individuel et des enseignements orientés vers la vie quotidienne et l'orientation professionnelle. L'apprentissage de la vie collective est également valorisé : les élèves danois sont toujours impliqués d'une manière ou d'une autre dans la gestion de leur établissement ou de leur classe : tradition communautaire visant la coopération et la solidarité entre élève. Les parents ont un pouvoir de décision sur un certains nombres de domaines : choix des manuels ou enseignements optionnels.

- La communauté bienveillante

Dans les pays méditerranéens, comme l'Italie, la scolarisation est assez faible et les acquis médiocres. L'échec scolaire se règle par le redoublement, ou une sortie précoce, mais les inégalités sont faibles et la cohésion scolaire élevée, grâce en particulier au goût du travail en groupe. Les enseignants encouragent les plus faibles et pratiquent une individualisation des activités. Les élèves eux-mêmes s'entraident, les plus forts aident les plus faibles. Ils sont nombreux à dire qu'ils aiment l'école et leurs professeurs. L'école se termine à 13h30, examen au bout des 3 années de collège qui orientera les élèves entre filières inégales.

- L'Ecole du savoir

Les regards étrangers sur la France sont frappés par le côté froid et purement fonctionnel des établissements, par la coupure entre tâches d'instruction, et « vie scolaire ». Les enseignants sont des spécialistes d'une discipline, la priorité est la transmission, les matières sont isolées les unes des autres, le rythme des apprentissages est imposé aux élèves. Cette organisation traduit la conviction que l'école doit sélectionner les meilleurs. La justice consiste à favoriser l'accès à tous à ce savoir, en assurant sa diffusion uniformément sur le territoire et en évaluant sa maîtrise par des examens sanctionnant une juste compétition. L'objectif premier est donc l'acquisition des connaissances.

Le système éducatif allemand peut se rapprocher du système français, méfiant par rapport à toute ouverture à la vie quotidienne, avec néanmoins pour l'Allemagne, un souci d'initiation à la vie professionnelle : très tôt, l'école

passer la main aux entreprises pour la formation professionnelle. Orienter tôt n'a rien de choquant dans un contexte où le travail artisanal et industriel qualifié est valorisé. Cependant, ce modèle de sélection précoce est fortement remis en cause en Allemagne, en raison de ses aspects inégalitaires et peu performants (enquête PISA). En Allemagne, comme en France, la confiance envers leurs enseignants apparaît relativement faible. En France et en Belgique, les élèves se sentent très attachés à la vie juvénile et se montrent peu attachés/intégrés à leur école ; ils sont indifférents, voire hostile à une école qui semble ne jamais vraiment les juger dignes d'être là. Dans la plupart des pays, l'école cherche à se lier aux communautés locales et aux parents. En France, elle continue à s'en défier et à tenir les parents pour des « consommateurs » égoïstes, et les employeurs pour des partenaires illégitimes.

- L'excellence pour tous

Exemple du Japon : le fait d'apprendre a toujours jouir d'une forte valorisation dans la société japonaise pour l'unification idéologique du pays. Depuis la 2nd Guerre Mondiale, de nombreuses réformes ont eu pour finalité d'assurer une égalité des chances. L'éducation a été un moyen de construire une société moderne avec l'opinion dominante selon laquelle tous les enfants sont capables d'apprendre et que les capacités innées comptent peu dans la réussite. Les élèves japonais sont beaucoup plus nombreux que les USA à attribuer leurs performances scolaires à leurs efforts plutôt qu'à leurs aptitudes. Entraide, enseignements individualisés y sont privilégiés car on croit fermement au pouvoir de la motivation. L'école japonaise construit un style éducatif d'excellence pour tous, couplé avec un modèle de sélection relativement brutal. Souvent, les enfants fréquentent l'école publique qui les éduque et des cours privés qui les placent dans une compétition précoce. On peut supposer que l'excellence des performances (pisa) tient à cette école parallèle. Depuis 2008, ce système est décrit comme en grande difficulté.

CHAPITRE 5 – EMPRISE DE L'ECOLE ET REPRODUCTION SOCIALE

Le lien entre les sociétés et leur école peut dépendre de la valeur économique et sociale accordée aux titres scolaires. Les inégalités scolaires ont plus de chances de peser sur les inégalités sociales quand les sociétés croient aux diplômes et en font un facteur déterminant dans l'accès aux positions sociales.

1) L'emprise scolaire

Ce qui distingue les divers pays, c'est le rôle des inégalités scolaires dans le destin social des individus.

Dans certains pays, l'emploi des personnes peu qualifiées est moins pénalisé (soit par les possibilités de promotion et par les modalités même des hiérarchies professionnelles).

En France et en Allemagne : sélectionner plus tôt et de manière plus injuste par l'école, les ouvriers allemands s'en « sortaient » mieux que les ouvriers français, grâce à leur qualité de formation et à un système de mobilité professionnelles plus ouvert parce que moins attaché au poids des diplômes de base.

Dans le cas où l'emprise du diplôme sur les positions sociales fortes est forte, les inégalités scolaires se cristallisent en inégalités sociales → compétition scolaire intense afin d'assurer la position sociale de leurs enfants dès lors qu'ils savent que l'emprise du diplôme est décisive. Dans ce cas, nous savons que les catégories les plus favorisées ont toutes les chances de gagner à ce jeu qui favorise la reproduction sociale et on s'attend alors à une corrélation positive entre l'emprise du diplôme et l'ampleur des inégalités scolaires.

Une forte emprise des diplômes est intéressante pour les plus diplômés mais pénalisante pour les « vaincus » du système scolaire. L'école française produit 70% de bacheliers et en même temps ; laisse 10% de jeunes dépourvus de diplômes et dont le destin professionnel est plus compromis que les autres sont plus diplômés.

2) Emprise des diplômes et inégalités sociales

On observe une relation nette et significative de l'impact du diplôme sur le niveau scolaire. Les diplômés ont d'autant plus de chances d'être rentables sur le marché du travail que les positions et salaires sont inégaux. Il est indiscutable que l'emprise du diplôme est associée aux inégalités salariales. On observe une corrélation entre l'emprise des diplômes et le dynamisme du marché du travail : moins le marché du travail est dynamique, plus

l'emprise du diplôme est forte. Dans la mesure où les diplômes fonctionnent comme des droits d'entrée dans certains segments de l'emploi, ils rigidifient cet accès et accentuent le risque de précarité et / ou de chômage de ceux qui n'ont pas les qualifications scolaires adéquates.

3) Emprise des diplômes et inégalités scolaires

Plus l'emprise du diplôme est forte, plus les inégalités scolaires sont marquées. Plus les diplômes sont « rentables », voire indispensables, plus les élèves et les familles ont intérêt à durcir la compétition scolaire, afin de s'assurer les avantages différentiels qui fondent la valeur des diplômes. Les mieux placés feront tout pour maintenir leur position scolaire afin de reproduire leur position sociale et auront toute chance d'y parvenir du fait même de leurs avantages. En France, il faut voir comment les acteurs recherchent les filières et établissements les plus sélectifs. Plus on croit que l'école est en mesure de construire des inégalités justes en délivrant des diplômes, inégaux, plus ces derniers doivent avoir d'emprise sur le destin professionnel des individus et de ce fait, plus les inégalités scolaires sont fortes et se reproduisent (contredit l'idéal méritocratique qui suppose que la reproduction des inégalités entre les générations soit la plus faible possible). En effet, des sociétés qui seraient conformes à ce modèle méritocratique conjugueraient une absence d'inégalités scolaires d'origine sociale si fait que chaque enfant pouvant faire reconnaître ses mérites scolaires quel que soit son milieu social, ceux-ci seraient justement récompensés sur le marché du travail grâce à l'emprise du diplôme. L'allocation des places dans les sociétés prévoit que dans le cas d'une société purement méritocratique, la « destination », c'est-à-dire les places, sont censées découler strictement et uniquement du mérite scolaire ; dans ces sociétés, il n'y aurait pas d'effet majeur de l'origine sociale sur les inégalités scolaires ni sur les destinations. Pour F. Dubet, L'École des chances, dès lors que de forts avantages, découlant de l'éducation se conjuguent avec de fortes inégalités sociales d'accès à l'éducation, ces mêmes avantages constituent clairement une source d'injustice. Des études montrent que l'emprise du diplôme est plus élevée quand les systèmes éducatifs présentent des filières distinctes et nettement hiérarchisées. L'emprise du diplôme laisse peu de chances à ceux qui n'en ont pas (corrélation entre diplôme et chômage). Face à ce constat, on pourrait être tenté de développer la scolarité afin que tous les élèves obtiennent un diplôme pour accéder à l'emploi mais cela dévaluerait la valeur du diplôme. « L'inflation scolaire » souligne la chute de la valeur des diplômes en fonction de leur diffusion (Duru Bellat, *L'inflation scolaire*). Ajoutons que plus les diplômes sont nombreux, plus la situation de ceux qui en sont privés se dégrade sur le marché du travail.

L'emprise du diplôme est d'autant plus que l'emploi est relativement rare et que les inégalités scolaires sont fortes.

4) Emprise du diplôme et reproduction sociales

L'emprise du diplôme pourrait être un rouage essentiel de la reproduction sociale définie comme la transmission des positions sociales des parents à leurs enfants. La variable « reproduction » évalue la persistance des inégalités de revenus d'une génération à l'autre ; plus les inégalités entre enfants ressemblent aux inégalités qui existent chez leurs parents, plus la reproduction, au sens de transmission intergénérationnelle des revenus, est forte, et plus la mobilité intergénérationnelle du revenu est faible ; c'est-à-dire plus la reproduction est forte, plus les inégalités sociales se transmettent d'une génération à l'autre. **Mais**, la transmission des positions sociales (20% dans certains pays nordiques, 41% en France, 50% en Italie, RU, USA) d'une génération à l'autre dépend d'abord du contexte social global. Exemple, si un pays connaît une forte croissance, les jeunes générations accèdent à un meilleur niveau de vie (multiplication des emplois qualifiés). L'éducation jouerait également un rôle important. La transmission des niveaux de revenus serait plus marquée quand l'éducation est rentable, quand l'emprise scolaire favorise la transformation des hiérarchies scolaire et hiérarchies sociales et donc en inégalités sociales.

5) Reproduction et inégalités scolaires

Plus il y a d'inégalités scolaires, plus la reproduction est marquée, plus les revenus se transmettent d'une génération à l'autre, mais c'est loin d'être aussi automatique. Bourdieu et Passeron (*La reproduction*) considéraient comme allant de soi la transformation automatique des titres scolaires en positions sociales, faisant de l'école l'agent unique de la transmission des positions sociales. L'École produit certes des diplômes, mais leur poids dépend de l'emprise du diplôme, de la rentabilité de ces titres scolaires. Plus les inégalités scolaires sont fortes, plus la reproduction est forte, donc plus les positions des parents se transmettent aux enfants.

6) Reproduction, emprise et inégalités

La sociologie de l'éducation nous a habitués à penser que tout se joue avant l'école et que les inégalités scolaires sont le reflet de l'intégration des sociétés. On réussit d'autant mieux à l'école que l'on est issu de classes favorisées. Plus les diplômés ont une forte emprise, une forte utilité sociale, plus les inégalités scolaires sont fortes.

CHAPITRE 6 – EMPRISE SCOLAIRE, COHESION ET JUSTICE SOCIALES

L'accès à l'emploi grâce aux diplômés n'est guère contesté.

1) Emprise du diplôme et cohésion sociale

- Forte emprise et faible cohésion

Plus l'emprise du diplôme est forte, plus la cohésion sociale est faible : manque de confiance dans les autres ou peu de capital social, on s'en remet aux diplômés pour embaucher.

- Le crédentialisme

Sous ce terme, le sociologue américain Collins désignait la tendance des sociétés modernes à fonder l'accès aux positions sociales sur les diplômes car on les croit socialement justes et économiquement efficaces, capables d'attribuer les positions sociales et professionnelles en fonction des qualifications scolaires. Cette manière apparaît d'autant meilleure que l'on pense que l'école est capable de caler les qualifications qu'elle délivre sur les mérites des élèves et sur des compétences réelles et utiles à l'ensemble de la société. Dans l'absolu, de fortes relations entre la formation et l'emploi seraient positives en termes de cohésion sociale. Le crédentialisme rigidifie donc l'allocation des places puisque seuls les détenteurs de certains diplômes peuvent accéder à certains emplois. Le crédentialisme renforce lui-même la structuration des classes sociales alors qu'il prétend favoriser la mobilité méritocratique. La croyance dans les certifications scolaires accentue le sentiment d'exclusion des moins qualifiés qui peuvent penser qu'ils ont laissé passer toutes leurs chances puisque l'école seule peut les « placer » honorablement dans le monde du travail. Les vainqueurs de la compétition scolaire ont plutôt intérêt à croire dans la justice et l'efficacité des diplômes, alors que les vaincus ont plutôt intérêt à s'en défier. On peut imaginer que la confiance excessive dans les diplômés rigidifie les relations professionnelles et qu'elle dispense d'avoir confiance dans les personnes.

2) Jugements sur les inégalités et cohésion sociale

Les certifications scolaires ne sont pas seulement les signes du capital humain (cad des compétences acquises par les individus) ou bien les signes d'un conformisme social ; elles sont censées produire des inégalités justes issues d'une compétition équitable. En ce sens, l'école est une institution de justice participant aux représentations de la légitimité des inégalités sociales.

- Inégalités réelles, inégalités perçues

La perception des inégalités comme excessives ne reflète pas des inégalités sociales objectives. Les USA sont très inégalitaires sans que les individus pensent que les inégalités sont trop grandes. La France tolère moins / mal les inégalités mais est faiblement inégalitaire.

- La croyance dans le mérite

La croyance dans le mérite comme principe de justice essentiel conduit à tolérer de grandes inégalités dès lors que les épreuves qui sanctionnent ce mérite sont tenues pour équitables et ouvertes. Plus on pense vivre dans une société récompensant le mérite, moins les inégalités paraissent trop grandes. La croyance dans le mérite est une idéologie qui permet de faire accepter les inégalités sociales. L'idée méritocratique suppose que l'ampleur des inégalités n'est pas contestable dès lors qu'elle procéderait d'une compétition ouverte et équitable dans laquelle chacun pourrait faire valoir son talent, ses qualités et ses efforts. La cohésion est faible quand les inégalités sociales sont perçues comme excessives. D'autre part, le fait de croire que le mérite est récompensé, affecte positivement la cohésion sociale, les inégalités apparaissent alors moins excessives.

- **Types de sociétés, mérite et inégalités**

Le sentiment que les inégalités sont trop grandes affaiblit la cohésion sociale. Le jugement porté sur les inégalités est donc une composante importante de la cohésion sociale.

3) La société et l'école dans la production de la cohésion

La cohésion scolaire exerce une influence positive sur la cohésion sociale. Le rôle de l'éducation sur la cohésion sociale dépend, d'une part, de la socialisation qu'elle réalise, appréhendée ici par la cohésion scolaire, et d'autre part, de ses relations avec les emplois. Les attitudes et le climat scolaires (cohésion scolaire) jouent un rôle important. La cohésion sociale est, en moyenne, affaiblie par l'emprise du diplôme sur la position sociale et les revenus, elle dépend surtout de la manière dont les jeunes sont introduits sur le marché du travail.